

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/43/PV.26

14 octobre 1988

FRANCAIS

Quarante-troisième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 26e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 11 octobre 1988, à 10 heures

Président M. CAPUTO (Argentine)
puis : M. CABRAL (Guinée-Bissau)
(Vice-Président)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Hannibalsson (Islande)
Le Prince Mohamed Bolkiah (Brunei Darussalam)
M. Fischer (République démocratique allemande)
M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. HANNIBALSSON (Islande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je souhaite commencer par vous féliciter de votre élection à la présidence de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale. Le Gouvernement islandais vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de votre tâche importante et prestigieuse.

La signature de la Charte des Nations Unies avait été considérée par plusieurs comme étant la première grande victoire de paix dans le monde contemporain. On avait prévu un système de sécurité internationale en vertu duquel la paix serait assurée collectivement et non plus par des moyens régionaux devenus largement superflus.

Malheureusement, ce rêve ne s'est jamais réalisé. Au contraire, l'avènement de la guerre froide a stimulé l'élargissement des alliances militaires et un système de sécurité par le biais de la terreur mutuelle qu'inspirent les armements nucléaires.

Je ne dirai pas que c'est la Charte elle-même qui a péché par excès d'optimisme. Il peut en être ainsi, mais je suis sûr, cependant, que la recherche d'un "monde unique", consacrée dans la Charte, n'a jamais été pleinement abandonnée. En outre, on ne saurait sous-estimer les grands progrès que l'humanité a réalisés récemment en écartant certains des obstacles qui se sont opposés à la mise en oeuvre de la Charte des Nations Unies.

L'histoire, bien sûr, nous jugera. Pour la plupart, nous estimons que nous sommes maintenant à la croisée des chemins dans les relations Est-Ouest. Je ne voudrais certainement pas sous-estimer le rôle de l'unité occidentale ni la ferme volonté dont l'Ouest a fait preuve en nous conduisant à cette situation. Néanmoins, il convient de reconnaître que ce succès est dû autant à l'Est, où une nouvelle atmosphère de changement a abouti à une démarche plus dynamique et plus franche en matière de politique étrangère.

Les progrès ont été particulièrement remarquables dans la limitation des armements et dans les questions régionales. Dans le domaine de la limitation des armements, nous avons pour la première fois commencé à dépasser les simples limitations des armements nucléaires pour procéder à des réductions significatives. Le Traité destiné à réduire les forces nucléaires à portée

M. Hannibalsson (Islande)

intermédiaire, que mon pays considère comme un succès historique, a suscité la confiance à l'égard de toute la gamme de questions relatives à la limitation des armements et donné un nouvel élan aux pourparlers sur la réduction des arsenaux nucléaires stratégiques et des armes chimiques et classiques. Il faut attacher la même importance à l'évolution, à laquelle nous avons assisté, vers le règlement pacifique des conflits régionaux, dont beaucoup inquiétaient le corps politique international depuis de nombreuses années.

Dans l'ensemble, ces événements ont permis d'espérer que les Nations Unies, qui ne sont plus handicapées par la rivalité de la guerre froide, pourraient commencer à agir conformément aux espoirs que leur création avaient suscités.

Il ne fait aucun doute que le progrès que nous avons accompli est dû en grande mesure à l'amélioration des relations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Néanmoins, on aurait tort de considérer l'Organisation des Nations Unies simplement comme un outil à la disposition de la diplomatie des superpuissances car, ce faisant, on négligerait le travail considérable que font les institutions spécialisées des Nations Unies pour diminuer les causes des conflits entre les hommes. En cherchant à éliminer ces causes, qu'il s'agisse de la pauvreté, de la maladie, de l'ignorance ou de la discrimination, les Nations Unies ont non seulement rendu un service précieux à la paix dans diverses régions mais ont empêché que des conflits régionaux s'étendent aux champs de bataille de la guerre froide.

En outre, on peut se demander où nous en serions si les Nations Unies n'avaient pas joué leur rôle crucial de médiation dans beaucoup de ces conflits régionaux.

M. Hannibalsson (Islande)

Et cela, à bien des égards, a été la plus belle heure des Nations Unies comme cela a été dûment rappelé par l'octroi bien mérité du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix de l'Organisation cette année. En relativement peu de temps, l'Organisation a négocié le retrait soviétique de l'Afghanistan et le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq. Grâce aux Nations Unies, la fin de la guerre au Sahara occidental est en vue et des progrès ont été faits vers un règlement à Chypre. Si tout va bien, les efforts des Nations Unies en Angola et en Namibie - dont le droit à l'indépendance ne peut être ignoré - pourraient être fructueux dans un avenir proche.

Pour une nation comme l'Islande, qui n'a pas de forces armées en propre, des nouvelles heureuses de ce genre sont les bienvenues. Mais n'oublions pas que pour sauvegarder les progrès réalisés, il faudra que tous continuent à faire preuve de bonne volonté et de dévouement. Beaucoup dépendra du travail qui se fera à la réunion du suivi de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, notamment dans son aspect humanitaire. En honorant leurs engagements à l'égard des droits fondamentaux de l'homme, y compris le droit des hommes et des femmes de participer pleinement à tous les domaines de la vie sociale et économique, les gouvernements non seulement élèvent le niveau de bien-être parmi leurs sujets, mais rendent aussi un grand service à la paix. Au cours de la "fin de partie" de Vienne, l'Islande s'efforcera de parvenir à un résultat substantiel fondé sur une approche équilibrée des questions traitées dans l'Acte final d'Helsinki.

Il est paradoxal qu'en cette heure d'espoir, les Nations Unies soient confrontées à une crise financière majeure. L'Islande se félicite que l'union soviétique et, récemment, les Etats-Unis, aient annoncé leur intention de payer leurs arriérés et lance un appel aux autres Membres qui ne l'ont pas encore fait de faire de même. Cela est particulièrement urgent étant donné qu'il semble que des activités accrues en matière de maintien de la paix amèneront les Nations Unies à utiliser de plus grandes ressources. Il faut souligner le processus de réforme et de renouveau à l'intérieur des Nations Unies.

Pour ce qui est de l'avenir, de nombreux défis nous sont lancés. Les progrès récents en matière de contrôle bilatéral des armements n'empêchent pas que le coût de la course aux armements ne fait qu'augmenter, et cela est également vrai quant à

M. Hannibalsson (Islande)

la précision et à la force destructrice des armes nucléaires. Donc, il est clair que le contrôle des armes nucléaires doit rester la question prioritaire. En cherchant à réduire les armes nucléaires stratégiques, il faut veiller à ce que tout glissement qui risque de faire basculer un conflit armé vers le recours à de nouvelles catégories d'armement ou de l'étendre à d'autres régions doit être évité. De l'avis du Gouvernement de l'Islande, il est extrêmement important que tout traité visant à réduire les missiles à longue portée terrestre entraîne une réduction des activités militaires sur les mers. C'est pour cette raison que les Islandais se sont félicités de l'accord de principe des superpuissances à la Réunion au sommet de Washington, où elles sont convenues de chercher les moyens de limiter les missiles de croisière à longue portée, lancés depuis la mer.

Comme on le sait, mon pays interdit toute arme nucléaire dans son territoire et suppose que les vaisseaux qui sont en visite respecteront sa souveraineté à cet égard. Il est inutile d'insister sur le fait que les accidents nucléaires en mer auraient des conséquences désastreuses pour une nation comme l'Islande, dont la vie dépend des ressources vivantes de la mer.

Au moment où nous allons vers la réduction importante des arsenaux nucléaires, la nécessité de corriger le déséquilibre actuel dans le domaine des forces classiques et des équipements en Europe est devenue encore plus urgente. Ayant participé, avec les alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) aux négociations avec le Pacte de Varsovie en vue d'un mandat pour les nouveaux pourparlers sur la stabilité en matière d'armes classiques, l'Islande espère qu'un mandat sera adopté rapidement pour que ces importants pourparlers puissent commencer cette année, comme cela a été envisagé.

La troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a été décevante dans la mesure où il n'a pas été possible de se mettre d'accord pour adopter un document final. Néanmoins, mon pays a été encouragé de constater que des mesures positives ont été prises. J'attire l'attention notamment sur les discussions concrètes portant sur le traité sur la non-prolifération et le "mémoire nordique" sur cette question, aussi bien que sur les discussions portant sur la question de vérification et sur la question des armes chimiques. La conclusion rapide d'une interdiction complète des armes chimiques doit rester l'un

M. Hannibalsson (Islande)

de nos objectifs premiers. L'Islande est encouragée de voir que les négociations sur cette question dans le cadre de la Conférence sur le désarmement à Genève sont en voie d'achèvement. Je saisis également cette occasion pour affirmer que mon pays appuie pleinement la proposition faite par le Président Reagan ici même il y a deux semaines pour que soit convoquée une conférence internationale pour renforcer le Protocole de Genève de 1925 interdisant l'utilisation des armes chimiques.*

Au moment où nous établissons un ordre du jour du désarmement multilatéral pour la prochaine décennie, il faut édifier sur la base du document qui a failli devenir le document final de la troisième session extraordinaire ainsi que sur les engagements que nous avons pris dans le Document final de la première session extraordinaire de 1978.

J'ai parlé plus tôt des progrès réalisés à propos des questions régionales. Malheureusement, il y a eu des exceptions. Le dégel dans les relations Est-ouest n'a pas permis de faire progresser d'une manière marquante le processus de paix au Moyen-Orient. Toute solution pacifique au conflit israélo-arabe dépendra de la modération mutuelle et d'un esprit de compromis. Au minimum, Israël doit reconnaître le droit du peuple palestinien de décider de son propre avenir, et le monde arabe doit cesser de mettre en cause le droit inaliénable de l'Etat d'Israël d'exister. Les événements tragiques survenus dans les territoires israéliens occupés au cours de l'année écoulée ont été, à juste titre, une source de préoccupation au sein de la communauté internationale et ont suscité un regain d'intérêt pour une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies afin de discuter d'un règlement de paix global.

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, les efforts de paix récents n'ont pas répondu à nos espoirs. L'Islande, comme les autres pays nordiques, est fermement convaincue que les pays de la région devraient être eux-mêmes chargés d'établir la paix et la démocratie dans la région.

Pour ce qui est de la situation en Asie du Sud-Est, je voudrais réitérer l'importance de la résolution de l'Assemblée générale sur le Kampuchea de l'année dernière qui a été coparrainée par mon pays, et qui sera présentée à nouveau, légèrement amendée, cette année.

* M. Cabral (Guinée-Bissau), Vice-Président, assume la présidence.

M. Hannibalsson (Islande)

Si j'ai longuement parlé des questions militaires et politiques, c'est tout simplement parce que je crains que les conflits armés puissent encore transformer ce début d'optimisme en désespoir et en pessimisme. De même, si on dressait une liste des tâches à remplir, elle serait très incomplète si on ne mentionnait les défis qui nous attendent encore dans les domaines connexes de l'environnement et du développement.

Comme cela a été noté à juste titre dans le rapport de l'année dernière de la Commission Brundtland, nous avons des responsabilités importantes et croissantes dans le domaine de l'écologie. Des problèmes qui ont un caractère transnational, qu'il s'agisse de la pollution, de l'effet de serre ou de la détérioration de la couche d'ozone, doivent être abordés dans le cadre d'une stratégie globale si nous ne voulons pas gravement compromettre la qualité de la vie sur notre planète.

La tendance à négliger l'environnement est directement liée à la situation économique très sombre de nombreux pays en développement. En Afrique, la désertification et la déforestation ne font qu'aggraver le sort d'un certain nombre d'Etats où le revenu par habitant est même plus bas aujourd'hui qu'il ne l'était au début de la décennie. Des efforts de développement accrus sont urgents pour réduire la faim et la pauvreté dans ce continent.

M. Hannibalsson (Islande)

Mais le problème du développement, comme tout le monde le sait, ne se limite pas à la dégradation de l'environnement. Je voudrais tout particulièrement parler du fardeau écrasant de la dette du monde en développement, qui non seulement étouffe la croissance économique nécessaire mais aussi pèse dangereusement sur les faibles fondements démocratiques d'un certain nombre de pays. Certes, nul ne devrait minimiser les nombreux aspects complexes de ce problème, mais il est économiquement hasardeux et moralement indéfendable que les pays industrialisés puissent détourner des pays en développement les milliards de dollars que représentent le remboursement de la dette et le paiement des intérêts. Conformément aux estimations du Fonds monétaire international (FMI), de tels transferts nets des pays pauvres vers les pays riches représentent actuellement quelque 30 à 40 milliards de dollars par an.

Pour remédier à cet état de choses à long terme, une assistance accrue et un allègement de la dette ne peuvent suffire que s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un plan de changements structurels dans les relations Nord-Sud. N'oublions pas qu'aucun système économique ne peut être pleinement satisfaisant ou véritablement efficace s'il ne jouit pas de la participation pleine et réelle de toute la population, hommes et femmes. A cet égard, je voudrais m'associer à l'opinion exprimée par le Ministre des affaires sociales d'Islande à la Conférence du Conseil nordique sur l'égalité des droits, qui s'est tenue à Oslo en août dernier; selon lui, il faudrait créer une organisation spéciale des Nations Unies pour l'égalité des droits.

La relation entre les droits de l'homme et le développement est souvent étroite. L'Islande pense fermement que la communauté mondiale doit continuer à faire pression sur le régime raciste de Pretoria, dont la politique d'apartheid et de déstabilisation est parmi les causes profondes de la tragédie humaine qui se déroule en Afrique australe.

Dans un mois, lorsque nous commémorerons le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous devons réaffirmer l'obligation où nous sommes d'éliminer toutes les violations des droits de l'homme où qu'elles se produisent et sans considération de couleur ou de conviction politique.

J'ai parlé des espérances de paix et de sécurité universelles que la Charte avaient suscitées. La réalisation de ces espoirs peut être encore un objectif lointain. Pourtant, le renforcement de la paix et de la liberté sur toute la

M. Hannibalsson (Islande)

planète, comme jamais depuis 40 ans, a ravivé la confiance dans l'efficacité de cette organisation.

Certains des détracteurs des Nations Unies ont peut-être été confondus, mais il convient de se garder de tout espoir utopique. Tout d'abord, il faudra, pour sauvegarder ce qui a été accompli, redoubler d'efforts. A cet égard, il serait justifié de dire que nous devons aller vite pour ne pas reculer.

En conclusion, qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir qu'à l'Assemblée, cette année, nous pourrions réaffirmer notre adhésion aux objectifs de la Charte des Nations Unies. A cet égard, je puis promettre le concours entier et loyal de mon pays.

Le prince Mohamed BOLKIAH (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais féliciter le Président de son élection à la tête de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale. Ma délégation est certaine que nous tirerons tous profit de son expérience et de sa sagesse et qu'il guidera nos délibérations dans un esprit positif.

Je voudrais également rendre hommage au Président sortant, S. E. M. Peter Florin, pour la façon remarquable dont il a présidé la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de même que la quinzième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Ces derniers mois, nous avons été témoins d'initiatives de paix dans de nombreuses parties du monde, qui nous permettent d'espérer que l'on comprendra de plus en plus que les conflits armés ne peuvent apporter que souffrances.

On estime d'une manière générale que la paix a, aujourd'hui, de meilleures chances de succès. Cela est imputable en grande partie à l'amélioration des relations entre les Etats-unis et l'Union soviétique.

La signature du Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à courte portée par les Etats-unis et l'Union soviétique a marqué le début des initiatives de paix. Je voudrais féliciter les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique de l'exemple positif qu'ils ont donné en montrant que les problèmes et les conflits pouvaient être réglés par la négociation.

L'amélioration des relations soviéto-américaines a favorisé les accords sur l'Afghanistan, qui constituent un grand pas en avant. Nous espérons que ces accords permettront aux Afghans de quitter les camps de réfugiés pour venir vivre en paix en Afghanistan.

Le Prince Mohamed Bolkiah (Brunéi Darussalam)

Des progrès sensibles ont été également enregistrés dans d'autres régions, telles que Chypre, le Sahara occidental et la Nouvelle-Calédonie. En Afrique australe, tout progrès dans la voie de l'indépendance viable de la Namibie doit englober le retrait des troupes étrangères.

Ma délégation a été heureuse d'entendre le Secrétaire général annoncer le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Iraq. Nous espérons que les difficultés rencontrées dans les négociations de paix pourront être surmontées et que le cessez-le-feu conduira à une paix durable entre les deux pays, mettant fin aux terribles effusions de sang et aux destructions de la guerre et atténuant également les tensions internationales. Nous tenons à féliciter le Secrétaire général du dévouement et de la ténacité dont il a fait preuve pour aboutir à ce cessez-le-feu en dépit de très grandes difficultés. Nous sommes heureux que l'Iran comme l'Iraq comprennent combien il serait vain de continuer cette guerre absurde et tragique.

L'apparition d'initiatives de paix dans de nombreuses parties du monde porte une fois de plus les Nations Unies à cette place de premier plan qui leur revient de droit. Grâce au dévouement personnel et aux efforts inlassables et soutenus du Secrétaire général de même qu'au soutien continu des Membres de l'Organisation, le drapeau des Nations Unies est redevenu le symbole de notre espoir en un avenir de paix et de sécurité pour tous.

Cette évolution réjouit ma délégation. L'efficacité des Nations Unies dépend des Etats Membres. Aujourd'hui, nous constatons que les Etats Membres sont de plus en plus disposés à recourir aux Nations Unies pour le règlement de leurs différends plutôt que de poursuivre des hostilités armées. Nous pensons que les Nations Unies peuvent s'acquitter des tâches que leur confie la Charte. Pour nous, petit pays, il est particulièrement important que ce mode de solution des conflits soit suivi pacifiquement par le biais des Nations Unies plutôt que par la force militaire.

Le Prince Mohamed Bolkiah (Brunet Darussalam)

Cependant, de nombreux problèmes anciens subsistent. Les Palestiniens se voient toujours privés de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, ce qui les empêche de retourner dans leur patrie. La politique d'agression et d'expansion qu'Israël mène dans les territoires occupés a encore aggravé le conflit. Le soulèvement actuel dans les territoires occupés devrait convaincre Israël que son occupation des territoires palestiniens ne peut que faire régner l'insécurité et l'instabilité, tant dans la région qu'en Israël même.

Israël ne peut à tout jamais refuser aux Palestiniens leur droit inaliénable à une patrie ni continuer d'espérer que les Palestiniens finiront par accepter sa domination. Voilà pourquoi ma délégation appuie l'idée de convoquer une conférence internationale sur le Moyen-Orient, avec la participation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien. Nous espérons que cette conférence saura trouver une solution juste, durable et globale au problème arabo-israélien.

En Afrique du Sud, le système d'apartheid du régime raciste de Pretoria n'a toujours pas été démantelé en dépit des nombreuses condamnations internationales de sa politique raciste inhumaine assortie de terreur et de souffrances pour la population noire d'Afrique du Sud et les pays voisins. Voilà pourquoi nous demandons à la communauté internationale de continuer à exercer sur l'Afrique du Sud des pressions politiques et économiques pour l'amener à renoncer à sa politique d'apartheid et pour que la justice puisse triompher.

Dans notre région, certains signes encourageants permettent d'espérer que le problème pourra être réglé. Pour la première fois, les quatre factions kampuchéennes et les représentants des pays intéressés de la région se sont rencontrés face à face à Bogor, en Indonésie. La réunion informelle de Djakarta a constitué une percée et nous espérons qu'elle donnera lieu à de nouvelles rencontres afin que puisse être résolue la question de l'occupation étrangère du Kampuchea. Ma délégation a toujours affirmé qu'un règlement politique d'ensemble ne saurait intervenir tant qu'il y aura des forces étrangères au Kampuchea. Voilà pourquoi je demande le retrait des forces étrangères du Kampuchea pour que le processus de réconciliation nationale de tous les Kampuchéens sous la direction du Prince Norodom Sihanouk soit favorisé.

Le Prince Mohamed Bolkiah (Brunéi Darussalam)

Voici 40 ans que la tension règne dans la péninsule Coréenne en raison du conflit entre les deux Corées. Le Brunéi Darussalam espère que le dialogue et les initiatives entrepris récemment par les deux pays conduiront à la paix et à la stabilité et, partant, à la réunification nationale. Nous voudrions également réaffirmer que nous appuyons l'admission de la République de Corée aux Nations Unies - si elle le souhaite -, conformément au principe d'universalité de l'Organisation.

Il est tragique que les Nations Unies doivent se heurter à de graves problèmes financiers en un moment où elles peuvent tellement contribuer à la paix. La crise financière qui menace l'Organisation paralyse son action.

Nul ne souhaite voir les Nations Unies s'acheminer vers la banqueroute et tomber dans l'oubli. Au contraire, nous voulons une organisation forte, capable de relever les défis d'aujourd'hui. Une nette expression par tous les Etats Membres de leur soutien politique aux Nations Unies en paiement de leurs contributions reste le seul moyen d'éviter une position de faiblesse. De l'avis de ma délégation, nous avons envers notre génération et les générations qui suivront le devoir de soutenir l'Organisation afin de garantir la survie pacifique de l'humanité.

Aujourd'hui, la situation dans le monde est meilleure qu'elle ne l'était il y a un an et il s'en dégage un message très clair. Il faut que tous les signataires de la Charte des Nations Unies adhèrent à ses principes fondamentaux. En outre, à un moment où il y a de plus grandes chances de paix, il est important que nous laissions la voix des Nations Unies se faire entendre.

Nous devons garantir un monde de paix dans lequel nous pourrions tous vivre.

M. FISCHER (République démocratique allemande) (parle en allemand; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : C'est avec satisfaction, soulagement et, à juste titre, beaucoup d'espoir, que les peuples constatent les changements encourageants survenus dans la situation internationale. Les tensions et les affrontements ont diminué, faisant place à un climat favorable.

Pour la première fois dans l'histoire, on a entrepris un désarmement authentique dans un domaine. C'est avec soulagement que le monde assiste à la destruction d'armes nucléaires hautement perfectionnées à la suite du Traité conclu entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique.

M. Fischer (RDA)

Nous sommes heureux de constater que la raison politique, le sens des responsabilités politiques, ainsi que la prise de conscience du fait que l'existence d'armes nucléaires de destruction massive avait changé le monde, peuvent modifier une façon de penser et d'agir désuète dictée par la dissuasion, avec tous les risques qu'elle comporte.

Le dialogue politique a été relancé et donne des résultats encourageants; les efforts pour régler par des moyens pacifiques les conflits régionaux complexes, prolongés et coûteux se sont multipliés et pour la première fois on entrevoit leur solution.

Ces processus, même s'ils ne représentent qu'un début d'amélioration de la situation, offrent de larges perspectives d'action pour les Nations unies.

Voilà qui montre bien que les efforts en faveur de la détente et du désarmement sont payants et qu'une amélioration de la situation est possible. A cet égard, M. Erich Honecker, chef de la République démocratique allemande, a souligné au cours de la récente visite qu'il a effectuée en Union soviétique que la République démocratique allemande avait contribué à la tournure encourageante prise par les événements par sa politique constructive et bien établie et par ses nombreuses initiatives. Il a ajouté que la République démocratique allemande, en ce qui concerne l'avenir, se préoccupait avant tout de garantir la paix, d'éviter l'affrontement dans les relations internationales et de favoriser la coopération.

M. Fischer (RDA)

Mais pour être réaliste, il convient de noter que la situation dans le monde est encore complexe et empreinte de contradictions. Les montagnes d'armes, nucléaires et classiques, continuent de croître; les essais d'armes nucléaires se poursuivent et de nouveaux types d'armement sont essayés et fabriqués. Les plans pour militariser l'espace extra-atmosphérique n'ont pas été abandonnés. Les dépenses militaires mondiales actuelles représentent un coût équivalant à celui des dégâts matériels causés par les deux guerres mondiales.

Plusieurs fléaux comme la faim, la maladie, l'analphabétisme, la destruction de l'environnement et le sous-développement prennent des proportions telles qu'ils représentent une menace pour l'humanité. Des catastrophes à l'échelle mondiale, qu'elles soient de nature militaire, économique, écologique ou autre, continuent d'être concevables tant que les moyens de les prévenir passeront après les politiques d'armement orientées vers le profit. Non seulement il ne faut pas qu'il y ait hiatus dans les négociations sur le désarmement à l'heure actuelle, mais il est vraiment nécessaire d'obtenir d'autres résultats, car ce n'est que de cette manière que d'immenses ressources pourront être libérées pour contribuer à résoudre ou, tout au moins, à réduire les problèmes auxquels se heurte l'humanité à l'échelle mondiale.

Il y a plus de 30 ans, lorsque la guerre froide poussait le monde au bord d'une guerre déclarée, Bertrand Russel et Albert Einstein ont dit à la veille de la fondation du Mouvement Pugwash :

"Nous devons apprendre à penser autrement. Nous devons apprendre à nous demander, non pas quelles mesures peuvent être prises pour assurer la victoire militaire à tel ou tel groupe qui emporte notre préférence, car de telles mesures n'existent plus, mais quelle mesure peut être prise pour empêcher un affrontement militaire dont le résultat ne peut être que catastrophique pour tous."

Depuis lors, le monde entier partage ces conceptions. Il est vrai qu'en cette ère nucléaire, la violence, la guerre et l'affrontement sont devenus des moyens inadéquats de politique. La sécurité ne peut plus reposer sur des montagnes d'armements ni sur la dissuasion mutuelle. La dissuasion signifie - sans cela elle ne serait pas crédible - la perpétuation de la course aux armements. La dissuasion repose sur la crainte, engendre la méfiance et peut échouer, et pas simplement dans le cas d'actes irrationnels, mais aussi parce qu'il devient de plus en plus difficile à l'homme de gérer ces systèmes d'armements hautement perfectionnés.

M. Fischer (RDA)

La sécurité qui repose sur la coopération politique, économique, écologique, culturelle et humanitaire et qui s'accompagne de la diminution systématique du facteur militaire offre une alternative. Cette notion peut transformer le risque partagé, auquel la communauté internationale se trouve confrontée, qu'elle le veuille ou non, en un capital de sécurité que tous les pays pourront partager.

Il est encourageant que le débat sur cette question primordiale ait commencé entre l'Est et l'Ouest et entre le Nord et le Sud. Qu'il me soit permis de rappeler la proposition des Etats socialistes appelant à un système complet de paix et de sécurité internationales, ainsi que les propositions et les idées présentées ici par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Qu'il me soit permis de rappeler aussi l'Initiative des six nations aux fins de promouvoir un nouveau concept de sécurité globale sans armes nucléaires, l'initiative de l'Inde aux fins de créer un système de sécurité globale complète et les idées de plusieurs hommes politiques de l'Europe de l'Ouest aux fins d'établir des structures communes de sécurité et de rechercher en commun des solutions.

Tous ces efforts en faveur d'une nouvelle conception des relations internationales sont appuyés par l'Etat socialiste allemand. Les choses ont suffisamment évolué maintenant pour qu'on puisse accélérer le dialogue entamé sur la politique de sécurité dans le cadre des Nations Unies afin qu'il porte des fruits.

Certes, un monde sans armes est encore éloigné, mais les mesures de limitation des armements et de désarmement sont la seule voie qui mène vers cet objectif. Le Traité FNI a montré que cette voie est possible. Des propositions pertinentes à cette fin ont été présentées par les Etats parties au Traité de Varsovie en juillet dernier, à la réunion du Comité politique consultatif de l'alliance. Ces Etats considèrent les objectifs suivants comme prioritaires: conclusion d'un accord sur une réduction de 50 % des arsenaux stratégiques offensifs de l'Union soviétique et des Etats-Unis, en stricte conformité avec le Traité ABM, suivie de mesures supplémentaires pour réduire les arsenaux d'armes nucléaires jusqu'à leur élimination complète; interdiction complète et universelle des essais d'armes nucléaires et - pour progresser dans ce sens - conclusion d'accords entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur de nouvelles réductions de la puissance et du nombre des explosions nucléaires auxquelles ils procèdent; prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique - à cette fin, interdiction des

M. Fischer (RDA)

armes antisatellites, création d'un organe d'inspection chargé d'observer tous les lancements vers l'espace et création d'une organisation de l'espace extra-atmosphérique -; interdiction des armes chimiques; réduction tangible des forces armées et des armements classiques en Europe; inclusion des forces navales dans les négociations sur le désarmement; prévention de l'utilisation abusive des acquis scientifique et technique récents; création de zones exemptes d'armes nucléaires et de zones de paix - partout où cela est possible - qui constituent des mesures importantes sur la voie d'un désarmement général et complet; observation mutuelle du respect des engagements pris ou des positions déclarées en matière d'armements - ce qui signifie établissement d'un système de surveillance étroite aux fins d'une vérification efficace.

Toutes ces mesures dissiperont notre méfiance réciproque, nous aideront à surmonter petit à petit notre peur de l'ennemi et, enfin, établiront un climat de confiance et stimuleront notre volonté de coopérer. L'expérience fructueuse que nous avons faite grâce au Document de Stockholm constitue un encouragement dans ce sens.

La République démocratique' allemande partage le point de vue exprimé dans l'Initiative des six nations, selon lequel il serait utile d'établir un système multilatéral de vérification dans le cadre des Nations Unies.

Malheureusement, la paix ne peut être considérée comme un acquis, encore moins en Europe, continent qui a connu plus d'années de guerre que de paix. Voilà pourquoi cette période de plus de 40 ans de paix - la période la plus longue de paix que l'Europe ait connue à ce jour - ne devrait pas nous faire oublier que cette paix est fragile, car elle repose sur les armes. L'Europe abrite une concentration de possibilités militaires destructrices qui n'a pas son parallèle ailleurs dans le monde. Pour ce continent, où ont commencé les deux guerres mondiales dévastatrices de ce siècle, le désarmement constitue une question vitale; c'est même une question de survie. D'autre part, l'Europe est le continent où l'Acte final d'Helsinki et le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) montrent que la coexistence pacifique entre des Etats dotés de systèmes sociaux différents est possible et apporte des avantages incontestables à toutes les parties intéressées.

M. Fischer (RDA)

Pour ce qui est des armements nucléaires tactiques, leur inclusion dans le processus de désarmement en Europe devrait être fermement exigée. La Conférence de Berlin sur les zones exemptes d'armes nucléaires, où les pacifistes de tous horizons se sont réunis pour un dialogue général et ouvert sur un pied d'égalité, a renforcé notre volonté de donner suite à la proposition sur la dénucléarisation de l'Europe centrale que nous avons présentée conjointement avec la République socialiste de Tchécoslovaquie.

Pour ce qui est des armes chimiques, une interdiction complète doit être réalisée dès que possible. Toute méthode, quel qu'en soit l'auteur, recevra notre appui si elle nous permet de réaliser notre objectif sans autre perte de temps. Nous nous félicitons des nouvelles propositions qui ont été présentées par le Président François Mitterrand à cet égard. Sur ce plan, une zone exempte d'armes chimiques en Europe serait un élément positif.

Je rappellerai ici l'offre que la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie ont faite à la République fédérale d'Allemagne dans le but d'entamer immédiatement des négociations pour éliminer à jamais les armes chimiques des territoires des trois Etats. Les parties de la Convention sur l'interdiction complète des armes chimiques, qui a déjà été acceptée à Genève, notamment la partie portant sur la vérification, pourraient être mises à l'essai dans de telles zones. Parmi d'autres mesures susceptibles de conduire à un accord final, je songe également à l'échange de données sur les produits chimiques qui seraient interdits aux termes de la Convention et les inspections des sites de production de l'industrie chimique. La République démocratique allemande a publié les données pertinentes et les autres Etats sont invités à faire de même.

Les Etats parties au Pacte de Varsovie appuient sans réserve les réductions importantes des forces armées et des armements classiques en Europe - de l'Atlantique à l'Oural. La proposition en trois étapes présentée à Varsovie tient compte de l'opinion de l'autre partie et fournit une base aux négociations qui devraient s'ouvrir cette année.

Les Etats du Pacte de Varsovie souhaitent que nous aboutissions à une situation telle que toute attaque ou toute opération surprise soit impossible et que seuls les forces et les équipements défensifs soient conservés. Cela présuppose que c'est là l'objectif même des doctrines militaires des deux alliances.

M. Fischer (RDA)

Le plan pour établir une zone de confiance et de sécurité en Europe centrale présenté par le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de la Tchécoslovaquie, Milos Jakes, et le mémoire de M. Wojciech Jaruzelski sur la réduction des armements en Europe centrale sont des mesures pratiques immédiatement applicables à condition qu'il y ait une volonté de principe d'établir la confiance et de réduire les armes. La création d'une Europe centrale où il n'y aurait plus de guerre et l'installation d'une ligne directe entre Berlin, Bonn et Prague et de postes d'observation à des points stratégiques importants encourageraient le désarmement et l'établissement de la confiance.

Cela, venant s'ajouter à d'autres mesures, pourrait servir dès maintenant à bâtir, pierre par pierre, la maison d'Europe dans l'esprit de l'Acte final d'Helsinki.

C'est dans cet objectif que nous nous efforcerons de conclure la réunion de suivi de Vienne au niveau des ministres des affaires étrangères et ce, dès que possible, par un document de fond bien équilibré. Cela devrait permettre d'entreprendre dès cette année des négociations sur la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe et de tomber d'accord sur d'autres mesures devant établir la confiance.

L'existence de deux Etats allemands souverains, indépendants l'un de l'autre et avec des systèmes sociaux différents contribue à l'avènement d'un ordre de la paix en Europe. En ce qui concerne les rapports entre ces deux Etats, il convient de souligner un point important. Il est crucial qu'il n'y ait pas de tension ni de menaces qui affectent les relations entre les Etats d'Europe. Il doit, au contraire, y avoir un élément constructif dans les relations Est-Ouest. Les deux Etats allemands peuvent faire de leurs rapports un modèle de paix et de coexistence pacifique entre les Etats ayant des systèmes différents de société. Cela est possible si les deux parties tiennent compte des réalités actuelles et font preuve de réalisme, de raison et de volonté politique. C'est ainsi que ces deux Etats pourront s'acquitter de leur obligation, à l'effet que le territoire allemand ne doit plus engendrer de guerre, seulement la paix, une obligation qui a été réaffirmée par le Secrétaire général Erich Honecker et le Chancelier Helmut Kohl de la République fédérale, dans un communiqué conjoint publié à la suite d'une visite en République fédérale d'Allemagne de deux délégués de la République démocratique allemande. La RDA est disposée à poursuivre cette politique en tous temps et en tous lieux.

M. Fischer (RDA)

Grâce à une situation internationale beaucoup plus calme et aux premiers succès réalisés en matière de limitation des armements et de désarmement, et surtout grâce à l'amélioration des relations entre les Etats-unis et l'Union soviétique, les conditions sont maintenant plus favorables à un règlement des conflits internationaux. Des progrès dans ce domaine extrêmement crucial pour la paix mondiale sont évidents. Cela montre que le dialogue, la volonté d'accepter des compromis, le sens des réalités constituent la seule manière de parvenir à des solutions justes, complètes et durables. Pour obtenir des résultats, tous les Etats doivent s'efforcer de réaliser cet objectif, qu'ils soient directement ou indirectement en cause, car ils sont tous affectés. Pour toutes ces raisons, ils ont à la fois le droit et le devoir d'agir.

En même temps, il est devenu évident que les Nations Unies peuvent favoriser le règlement pacifique des conflits internationaux si tous les Etats, notamment ceux qui sont directement impliqués dans le conflit, appuient l'Organisation dans ses efforts. Nous exprimons notre reconnaissance au secrétaire général des Nations Unies, M. Javier pérez de Cuéllar, pour les nombreuses initiatives qu'il a prises.

Nous voulons lui transmettre nos félicitations les plus sincères à l'occasion de l'octroi du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix des Nations Unies et nous l'encourageons à poursuivre ses efforts.

M. Fischer (RDA)

Les Accords de Genève ont représenté une mesure importante visant à apaiser la situation en Afghanistan. Le peuple afghan a besoin de paix et de réconciliation nationale pour pouvoir reconstruire son pays. Pour ce faire, toutes les parties doivent s'acquitter rigoureusement des obligations qu'elles ont acceptées. La terreur appuyée de l'extérieur et toute forme d'ingérence étrangère doivent cesser.

La résolution 598 du Conseil de sécurité s'est révélée être une bonne base pour régler le conflit tragique et coûteux opposant l'Iran à l'Iraq. Les négociations qui se sont amorcées doivent maintenant transformer la trêve en une paix durable. La plus grande modération de la part des parties directement en cause dans ce conflit, et le retrait des forces navales étrangères pourraient avoir une incidence favorable sur le processus de paix.

S'agissant de la situation dans la péninsule coréenne, mon pays appuie les propositions de la République populaire démocratique de Corée pour sauvegarder la paix et la détente dans la région.

Les négociations entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud et les accords obtenus à ce jour pour accorder l'indépendance à la Namibie devraient être considérés comme un pas important vers une solution politique au conflit en Afrique australe. La mise en oeuvre de la résolution 435 du Conseil de sécurité continue d'occuper une place très importante à l'ordre du jour. Mais tant que l'apartheid persistera en Afrique du Sud, la déstabilisation et l'agression menaceront les Etats de la région. Il est donc absolument nécessaire de prendre des mesures complètes et contraignantes contre le régime raciste. L'apartheid ne peut être réformé, il doit être aboli. Permettez-moi de le redire à l'occasion de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains ; Nelson Mandela et tous les autres patriotes doivent être enfin libérés.

Nous nous félicitons de l'évolution positive dans la corne de l'Afrique, notamment de l'accord de paix entre l'Ethiopie et la Somalie et l'entente entre l'Ethiopie et le Soudan.

Il y a une quasi-unanimité qu'une conférence internationale sur le Moyen-Orient constituerait le meilleur moyen de parvenir à un règlement complet, juste et durable de ce long conflit prolongé et extrêmement difficile. Il convient que le Conseil de sécurité prépare un mécanisme de négociation, au niveau des Ministres des affaires étrangères le cas échéant. Tous les intéressés, y compris

M. Fischer (RDA)

L'Organisation de libération de la Palestine et Israël, doivent bien sûr participer à une telle conférence qui aurait lieu sous l'égide des Nations Unies. Le "salaam" arabe devrait recevoir en réponse un "shalom" de Tel-Aviv.

La République démocratique allemande appuie sans réserve le Plan de paix du Guatemala en Amérique centrale. Le Gouvernement du Nicaragua a fait tout ce qui était en son pouvoir pour le mettre en oeuvre pleinement. Il appartient aux contras et à la puissance qui les soutient de les rencontrer à mi-chemin pour résoudre pacifiquement le conflit. L'ingérence extérieure au Nicaragua doit prendre fin. Il en est de même pour le Panama.

La réunion officieuse à Djakarta doit être considérée comme l'expression des efforts des Etats indochinois pour régler le conflit au Kampuchea par des moyens pacifiques. Puissent les consultations et les pourparlers prochains entre le Président Hun Sen, du Conseil des ministres, et le prince Norodom Sihanouk être couronnés de succès.

Une source d'espoir est la reprise des négociations entre les dirigeants des deux communautés pour résoudre la question de Chypre.

Les efforts qui sont faits en vue d'un règlement pacifique des problèmes concernant le Sahara occidental reçoivent également tout notre appui.

Pour que cette amélioration des relations internationales soit durable, des efforts unis sont nécessaires surtout en ce qui concerne le respect du droit de l'homme suprême, le droit de vivre en paix. La République démocratique allemande est en faveur d'une coopération accrue visant à éliminer les violations massives des droits de l'homme et à assurer la mise en oeuvre de tous les droits de l'homme, économiques, culturels, civils et politiques. Les leçons du passé et la responsabilité que nous avons envers l'avenir doivent être perçues comme une obligation commune d'agir contre le fascisme et le néo-fascisme sous tous ses aspects.

Aujourd'hui plus de cinq milliards d'hommes vivent sur cette terre et à la fin de ce millénaire, leur nombre aura probablement dépassé six milliards. Ils ont tous besoin qu'on leur procure un emploi et des aliments, et ils ont tous droit à un abri, à des soins de santé et à une éducation. La solution de ces immenses problèmes devient de plus en plus la condition élémentaire du maintien de la paix et de la sécurité. La croissance et la prospérité dont certains jouissent ne doit

M. Fischer (RDA)

plus se faire aux dépens et au détriment des autres Etats et des autres peuples. Il est absolument impérieux de trouver des solutions communes pour surmonter le sous-développement, pour restructurer de manière démocratique les relations économiques internationales, dans le domaine commercial international, dans le domaine monétaire, dans les relations financières, dans le domaine de l'environnement et dans bien d'autres domaines de l'activité de l'homme. L'Organisation des Nations Unies constitue le cadre universel pour déployer des efforts dans ce sens.

Il est nécessaire d'élaborer rapidement une stratégie internationale du développement pour les années 90. Une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les questions économiques internationales devant avoir lieu en 1990 pourrait être utile à cet égard.

Les problèmes de la dette extérieure des pays en développement doivent être réglés à l'échelle mondiale et de façon équitable, soit d'une manière qui garantirait un avenir de croissance soutenue et de progrès social à ces pays.

Sans aucun doute, un système visant à signaler les facteurs de risque dans l'économie mondiale pourrait renforcer la sécurité économique. Un rapport sur cette question devrait être présenté aux Nations Unies au plus tard en 1989, c'est-à-dire l'année prochaine.

Les Etats du Traité de Varsovie ont présenté des propositions dans leur déclaration concernant "L'effet de la course aux armements sur le milieu naturel et les autres aspects de la sécurité écologique". Les Nations Unies ont un rôle particulier à jouer pour coordonner les efforts dans le domaine de la sécurité écologique. Les propositions pertinentes qui ont été présentées en vue de réunions sous l'égide des Nations Unies ont reçu notre appui.

Pour la République démocratique allemande, l'année 1988 représente 15 ans de coopération au sein des Nations unies. Aujourd'hui, je réitère ce que le Ministre des affaires étrangères d'alors, M. Otto Winzer, a déclaré il y a 15 ans, que l'Etat allemand socialiste respectait sans réserve les buts et objectifs de la Charte des Nations Unies et qu'il souhaitait que ces principes régissent les actions des Etats à l'échelle mondiale. Cet Etat demeure engagé à promouvoir le travail de l'Organisation des Nations Unies.

M. Fischer (RDA)

Les possibilités et les mécanismes dont disposent les Etats Membres et l'Organisation ne sont pas encore pleinement utilisés. Il est également crucial pour l'efficacité des Nations Unies que la coopération entre tous les Etats, sur un pied d'égalité, ne soit pas entravée par des restrictions discriminatoires et injustifiables imposées à un certain nombre de missions permanentes, comme l'indiquent les débats du Comité des relations avec le pays hôte.

Le prestige et l'autorité des Nations Unies ont été visiblement renforcés grâce aux derniers efforts qu'ils ont déployés en vue d'établir la paix. Cela nous encourage à redoubler d'efforts pour réaliser les nobles objectifs de cette organisation mondiale. La République démocratique allemande, pour sa part, est disposée à agir dans ce sens.

M. BURST (Antigua-et-Barbuda) (interprétation de l'anglais) : Je prie M. Dante Caputo de bien vouloir accepter les félicitations de mon pays à l'occasion de son élection à la présidence de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale. Ses compétences et son expérience sont bien connues, et nous comptons sur ses sages conseils.

Qu'il me soit également permis de rendre hommage au Président précédent, M. Peter Florin, pour le savoir-faire avec lequel il a dirigé nos travaux l'année dernière. Sa conduite a été très encourageante car il a manifesté un vif attachement à la paix internationale et s'est efforcé avec zèle et passion d'aboutir à des résultats positifs.

En 1939, les classes laborieuses d'Antigua-et-Barbuda ont créé une organisation qui s'est révélée être le catalyseur du progrès et une force importante lorsque nous avons dû acquérir l'indépendance de notre nation. En janvier de l'an dernier, nous avons célébré le cinquantième anniversaire du mouvement travailliste, et nous nous sommes engagés à continuer à oeuvrer pour améliorer la qualité de la vie de tous nos citoyens en insistant sur les besoins propres aux travailleurs - des travailleurs qui s'expriment ouvertement et fréquemment tant en ce qui concerne les questions nationales qu'internationales, des travailleurs qui reconnaissent l'importance et la signification des Nations Unies, et qui ont fait leur et défendent avec le plus grand attachement le principe de la paix. En leur nom, et au nom de tous les citoyens de nos deux îles, je voudrais féliciter les forces de maintien de la paix des Nations Unies qui se sont vues décerner le prix Nobel de la paix. Nous voudrions aussi rendre hommage aux Efforts inlassables du Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, qui a jeté les ponts permettant d'établir la paix et de renforcer encore davantage le mécanisme d'action de cette organisation.

M. Murst (Antigua-Barbuda)

A la quarante-troisième session actuelle de l'Assemblée générale, Antigua-et-Barbuda se félicite de voir régner un certain optimisme dans les affaires internationales. Pourtant, de petits pays comme Antigua-et-Barbuda ont vu avec consternation les pays les plus puissants et dominants mettre de plus en plus l'accent sur le bilatéralisme. Cet abandon du multilatéralisme, si on le laisse persister, pourrait entraîner un déclin du rôle des Nations Unies. Les questions qui intéressent la communauté mondiale exigent la participation de tous les pays, quelle que soit leur surface, leur idéologie ou leur solvabilité financière. Nous adhérons au principe énoncé dans la Déclaration de Nassau sur l'ordre mondial, à l'occasion du Sommet du Commonwealth qui s'est tenu, en 1985, aux Bahamas, selon lequel "dans le monde d'aujourd'hui et de demain, la coopération internationale n'est pas une option mais une nécessité".

Nous devons nous rappeler que le multilatéralisme est l'expression de la solidarité des Etats qui s'efforcent d'assurer leurs intérêts mutuels et de résoudre les conflits par des moyens et des méthodes pacifiques. En effet, selon nous, la force du multilatéralisme ne peut être évaluée qu'en voyant comment il sert la communauté internationale en période de crise et de tension. Bref, nier le principe du multilatéralisme, c'est abandonner et éliminer le rôle que leurs fondateurs avaient prévu pour l'Organisation, à savoir la promotion de la paix, de la sécurité, du développement économique et de l'autodétermination des peuples qui ne sont pas encore libres.

Antigua-et-Barbuda déplore que la communauté mondiale ait à souffrir de l'internationalisation du crime, et surtout du terrorisme et du trafic des stupéfiants. L'un et l'autre préoccupent profondément nos deux îles. Il est indispensable de renforcer la coopération multilatérale pour s'efforcer de préserver de tels fléaux notre génération et celles qui suivront. En ce qui concerne plus particulièrement les stupéfiants, nous sommes encouragés de constater que la Conférence internationale sur l'abus des stupéfiants a donné de plus grandes responsabilités aux Nations Unies. L'abus des stupéfiants détruit le cadre de notre société, que les générations qui nous ont précédés ont édifié à grand peine. Il détruit nos jeunes gens et transforme un grand nombre d'entre eux en créatures méconnaissables. Comme points de passage du trafic des stupéfiants, nos petites nations peuvent se trouver livrées à la merci de riches et puissants seigneurs de la drogue. Les principaux marchés de consommation doivent être incités à faire

M. Hurst (Antigua-Barbuda)

preuve de plus d'initiative dans la lutte contre le problème des stupéfiants, étant donné qu'une chute importante de leur consommation contribuerait pour beaucoup à en éliminer la production. Il est évident, toutefois, que seule une action concertée entre les Etats de production, les Etats de transit et les principaux Etats de consommation permettrait à la communauté internationale de faire disparaître ce fléau.

Depuis 1983, Antigua-et-Barbuda a été au premier plan en ce qui concerne la question de l'Antarctique. C'est donc avec un profond regret que nous avons appris la décision des parties consultatives au Traité sur l'Antarctique (PCTA) de méconnaître totalement et complètement la résolution 42/46 de l'Assemblée générale du 30 novembre 1987, sur la "Question de l'Antarctique". Il est plus regrettable encore que le régime raciste d'Afrique du Sud ait pu participer aux négociations des parties consultatives au Traité qui se sont tenues à Wellington, du 2 mai au 2 juin 1988.

La délégation d'Antigua-et-Barbuda a été profondément surprise lorsque, dans le débat général, un Etat Membre a déclaré être lié à l'Antarctique par sa souveraineté, son histoire et sa continuité. Nous ne pouvons ni comprendre ni envisager qu'on applique le concept de souveraineté à l'Antarctique. L'Antarctique doit rester le patrimoine de l'humanité tout entière, et non pas la possession de quelques grands Etats.

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Nous continuerons à travailler avec **courage** et détermination pour parvenir à un consensus sur la question de l'Antarctique **et** nous nous **engageons** à insister pour qu'un moratoire soit imposé aux négociations relatives à la mise au point d'un régime sur les ressources minérales tant que tous les membres de la communauté internationale ne pourront **participer** pleinement à ces **négociations**. En outre, nous demandons aux parties **consultatives** au Traité de l'Antarctique (PCTA) de prier le Secrétaire général ou son **représentant** d'assister à toutes les réunions des parties au **Traité**.

Antigua-et-Barbuda ne représente que l'une des nombreuses et modestes voix qui expriment leur inquiétude au sujet de l'Antarctique. Les pays en développement et les autres pays qui ne **sont** pas parties du Groupe consultatif doivent adopter une démarche commune en vue de parvenir à des résultats positifs. Les Nations unies n'ont pas été en mesure d'aboutir à une résolution par consensus sur l'Antarctique depuis l'année où la question a **été** inscrite à l'ordre du jour. Toutefois, si les PCTA élargissent la représentation du processus de prise de décision, les Nations **Unies** continueront de servir de forum aux Etats non parties consultatives au Traité de l'**Antarctique** qui pourront ainsi faire part de leurs inquiétudes et bénéficier d'un appui.

Nous **saisissons** cette occasion pour aborder une autre question qui **intéresse** au premier chef les planificateurs économiques de mon pays. Depuis la trente-neuvième session de l'Assemblée **générale**, les pays insulaires en développement n'ont cessé d'insister sur le fait que notre expérience de développement n'avait **pas** fait l'objet d'un travail **empirique** soutenu. On n'a assurément pas porté une attention suffisante aux problèmes concernant les transports, les communications et les questions relatives à la mer. Il convient d'examiner plus à fond la relation entre les exportations et les importations **et** les problèmes relatifs à l'apport d'investissements étrangers.

Antigua-et-Barbuda et d'autres **Etats** insulaires en développement ont **maintes** et maintes fois souligné que l'emploi d'indicateurs économiques traditionnels n'est ni réaliste ni approprié à l'évaluation de notre bien-être économique. Un trop grand recours au PNB par **habitant** présente de graves distorsions. Il n'est pas tenu compte du fait que nos nations insulaires sont trop petites **pour** assurer à nos populations de nombreux services d'ordre économique, accordés normalement aux ressortissants de plus grands pays. Il n'est **pas** non plus tenu compte de notre **incapacité** de faire pénétrer sur les marchés nos industries manufacturières **encore** à l'état embryonnaire dont le niveau de **production** est très bas. Le PNB ne **reflète**

M. Rurst (Antigua-et-Barbuda)

pas non plus de façon appropriée notre vulnérabilité; il n'est pas tenu compte du fait, par exemple, qu'un seul cyclône peut retarder notre développement de 10 ans ou plus, détruire 50 % de nos logements et dévaster complètement notre agriculture et ruiner notre tourisme. Pensez à la Jamaïque et aux effets du cyclône Gilbert. Voilà pourquoi nous demandons une fois encore que l'on utilise des indicateurs économiques plus fiables et que l'on prévoie une assistance spéciale aux pays insulaires en développement.

Tout en reconnaissant le rôle de premier plan que jouent les Nations Unies en apportant des solutions aux problèmes internationaux, il est impossible que l'Organisation poursuive son action au rythme actuel compte tenu de ses difficultés financières. Par conséquent, il incombe aux Etats Membres de contribuer à soutenir l'Organisation d'une manière fiable et permanente. Ceci dit, nous n'oublions pas que de nombreux pays connaissent actuellement de graves difficultés financières.

Nous savons très bien que la communauté internationale doit s'efforcer de résoudre les difficultés que représentent la dette, les problèmes du commerce, des produits de base et du développement des ressources humaines. La crise de la dette peut toutefois être réglée correctement si les pays débiteurs et créanciers comprennent pleinement qu'ils ont l'un et l'autre intérêt à sortir de l'impasse. NOUS réclamons un environnement propre à donner une impulsion au progrès des pays en développement et à assurer une croissance plus vigoureuse et plus saine au commerce international.

Le monde est de plus en plus préoccupé par l'effet de serre qui commence à se faire sentir sur notre planète et qui provoquera des perturbations atmosphériques encore plus importantes dans les années qui viennent. La menace d'érosion de la couche d'ozone a fait comprendre qu'aucun pays agissant seul ne saurait protéger son propre environnement. Nous saluons l'adoption du Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, et nous espérons qu'il sera suivi d'autres mesures destinées à sauvegarder l'atmosphère.

La menace à la couche d'ozone, causée à l'origine par des sociétés riches, est inextricablement liée aux menaces que constituent la pauvreté, le développement économique et la croissance démographique. C'est un fait que la population du monde doublera très probablement d'ici la première moitié du XXI^e siècle et que cette population accrue devra recourir davantage à des ressources naturelles irremplaçables, ce qui entraînera l'émission d'un haut niveau de pollution de l'atmosphère, du fait de l'industrie. De plus, la communauté internationale doit prendre, de toute urgence, des mesures destinées à mettre un terme à la pratique du

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

trafic et du déversement des déchets toxiques. C'est pourquoi nous nous associons à la Norvège pour demander que soit mis au point un régime international strict destiné à empêcher que les pays en développement ne deviennent le dépotoir de déchets dangereux. Dans les caraïbes, où nous avons un si grand besoin de notre beauté naturelle, et où nous connaissons la fragilité de nos écosystèmes, on ne devrait jamais tolérer le déversement de déchets dangereux.

En cette année qui marque le quarantième anniversaire de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous sommes atterrés de constater que les droits de l'homme sont si souvent violés dans un si grand nombre de pays.

Nous sommes choqués par les nouvelles d'arrestations et d'exécutions sommaires, de gens disparus, de détention systématique et de meurtres de manifestants non armés. Mon gouvernement accorde une très haute priorité à la protection des droits de l'homme et nous sommes fermement convaincus que les droits de l'homme valent pour tous les peuples et pour toutes les nations. Exiger le respect des droits de l'homme c'est prendre part à la lutte pour la démocratie et le progrès.

L'Afrique du Sud poursuit malheureusement sa politique diabolique d'apartheid. Le Secrétaire général a déclaré dans son rapport:

"Les événements liés au maintien d'une situation de discrimination raciale, si contraires à l'esprit de notre temps, rendent plus profonds encore les appels que la communauté internationale ne cesse de lancer - jusqu'ici en vain - pour obtenir le démantèlement de l'apartheid." (A/43/1, p. 5)

Nous demandons une fois encore la libération immédiate et sans conditions de Nelson Mandela et de tous ceux qui ont été incarcérés dans les prisons d'Afrique du Sud en raison de leur participation à la lutte pour l'exercice de leur droit à la liberté et à être libérés de toutes les chaînes de la servitude dans leur propre pays.

Antigua-et-Barbuda tient une fois encore à recommander l'adoption de sanctions obligatoires et globales à l'encontre du régime de Pretoria. Il importe de réaffirmer que l'apartheid ne saurait être réformé mais qu'il doit être aboli. Le régime raciste continue à étouffer toute opposition à ses odieuses pratiques, en mettant notamment l'Afrique du Sud à l'abri de tout examen minutieux par la presse internationale et en interdisant les organisations anti-apartheid dans ce pays. Nous réaffirmons par conséquent notre attachement à la juste lutte des populations opprimées d'Afrique du Sud et de Namibie, qui restent résolues en dépit des brutalités intenses du régime raciste de Pretoria.

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Antigua-et-Barbuda salue les initiatives de paix en Angola et en Namibie. La paix est refusée à l'Angola depuis son accession à l'indépendance, et la communauté internationale attend maintenant le retrait de toutes les troupes étrangères du sol angolais. De la même façon, nous comptons sur l'application de la résolution 435 (1987) du Conseil de sécurité pour apporter la paix et enfin l'indépendance à la Namibie. Nous sommes - on le comprendra - à la fois optimistes et sceptiques, car nous ne pouvons oublier qu'il y a cinq ans l'Accord de Lusaka était censé aboutir à un cessez-le-feu, au désengagement de l'Afrique du Sud et à la création d'une commission mixte chargée d'assurer la vérification. Pourtant, cet accord s'est effondré à la fin de l'année de sa naissance, qu'on ne l'oublie pas.

En Amérique centrale, nous reconnaissons que l'élan vers la paix s'est essoufflé depuis la signature de l'Accord Esquipulas-II. Toutefois, nous sommes certains que la principale qualité de cet accord réside dans la démocratisation qu'il a apportée à la région. Antigua-et-Barbuda engage toutes les parties intéressées à s'y conformer pleinement. La dévastation des économies nationales et les souffrances engendrées par des conflits civils nous affligent. Nous sommes fermement convaincus que ces conflits ont pour origine la pauvreté. Aussi convient-il d'envisager la solution des problèmes de l'Amérique centrale dans une optique plus large. Dans le même esprit, notre compassion va au peuple panaméen qui vit une période extrêmement complexe. Nous souhaitons que cette crise soit très bientôt résolue.

En Afghanistan, les efforts énergiques du secrétaire général et de Diego Cordovez ont, grâce aux Accords de Genève d'avril dernier, donné une base permettant à tous les Afghans d'exercer leur droit à l'autodétermination. Qu'il s'agisse là du premier cas où les deux Etats les plus puissants sont devenus cogarants d'un accord négocié sous les auspices du Secrétaire général est d'une extrême importance, surtout pour nous, pays en développement. Nous y voyons les prémices de la fin des guerres menées par procuration par des nations dont les réserves matérielles ne leur permettent pas de voir leurs maigres ressources dilapidées par la guerre. Nous engageons donc toutes les parties en cause à coopérer à la mission de bons offices des Nations Unies.

Mon pays se félicite du climat nouveau qui caractérise aujourd'hui les relations entre le Gouvernement français et les Kanaks mélanésiens, de même que du dialogue amorcé pendant l'année entre les parties au conflit du Kampuchea. Le

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

peuple kampuchéen aspire à la paix, aussi convient-il de créer le cadre dans lequel les ressortissants de ce pays pourront se doter du gouvernement de leur choix, garantissant les droits fondamentaux de l'homme.

L'aspiration à la paix se manifeste également à Chypre. Le fait que les deux parties en cause dans le conflit chypriote aient manifesté leur désir de se réunir sans conditions préalables pour essayer d'aboutir à un règlement négocié sur tous les aspects de leurs problèmes est de bon augure. Voilà pourquoi nous encourageons le secrétaire général à continuer de rechercher une solution acceptable.

J'en viens au Moyen-Orient. La situation là-bas menace toujours d'avoir des répercussions beaucoup plus vastes. C'est pourquoi nous engageons les Nations Unies à continuer de rechercher un règlement durable de la question du Moyen-Orient, qui garantisse le droit de chaque Etat et peuple de la région d'exister en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. La meilleure chance d'y parvenir consiste à réunir une conférence internationale de paix portant expressément sur les problèmes du Moyen-Orient. Il est de l'intérêt de toutes les parties concernées d'emprunter la voie du dialogue et de la négociation dans une atmosphère consacrée à un règlement pacifique.

Une solution pacifique est également souhaitable au Liban. Le cycle infernal de la violence communautaire au Liban est des plus affligeants. Antigua-et-Barbuda est tout prêt à appuyer toute proposition qui viserait la totale souveraineté du Liban sur l'ensemble du pays et garantirait le retrait des troupes étrangères de la région.

En Asie du Sud-Est, nous reconnaissons l'existence de deux Corées, séquelle de la seconde guerre mondiale. Nous nous félicitons cependant de la nouvelle politique adoptée par la République de Corée, telle que reflétée dans la Déclaration spéciale du Président Roh Tae Woo le 7 juillet 1988. Cette déclaration fait l'histoire politique en six points des relations intercoréennes et jette les bases d'une réconciliation entre les deux pays.

La République de Corée célèbre son quarantième anniversaire. Elle a fait la preuve de sa pleine maturité en accueillant les XXIVe Jeux olympiques d'été de Séoul et en nouant des relations diplomatiques avec 121 Etats Membres des Nations Unies. Lorsque l'on songe que d'autres pays, aux Nations unies, furent naguère divisés comme les Corées, on ne voit ni cause ni explication logique au fait de refuser à la République de Corée de devenir membre de cette organisation.

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda)

Nous sommes extrêmement heureux que les Nations Unies aient activement participé à l'allègement des tensions dans le monde. A notre sens, il faut que les Nations Unies continuent de jouer un rôle prépondérant encore dans les affaires internationales afin que la paix et la justice deviennent universelles. Des petits Etats comme le mien cherchent de plus en plus à être protégés par le droit international et sont particulièrement conscients du rôle joué par les Nations Unies en ce qui concerne le respect du droit.

Alors que les travailleurs d'Antigua-et-Barbuda s'apprêtent à célébrer 50 fécondes années de syndicalisme, prenons l'engagement, à cette quarante-troisième session, d'assurer aux peuples du monde un surcroît de liberté et de justice grâce à ce parlement des parlements.

La séance est levée à 11 h 50.

